



APPEL A PROJET 2024

ACTIONS

FONDS NATIONAL PARENTALITE – VOLET 1

Préambule

Alors que plus de deux parents sur cinq estiment aujourd'hui difficile l'exercice de leur rôle, la politique de soutien à la parentalité, réaffirmée par l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale « Dessine-moi un parent », vise à répondre aux différentes préoccupations des parents relatives à l'arrivée du premier ou d'un nouvel enfant, à sa scolarité, à sa santé, à son équilibre et son développement, aux difficultés relationnelles rencontrées à certaines périodes charnières.

Le soutien à la parentalité s'adresse à tous les parents qui s'interrogent sur l'éducation de leurs enfants au quotidien. Dans une logique de prévention primaire universelle, c'est une composante à part entière de la politique familiale, qui s'adresse à toutes les familles, quelles que soient leur catégorie socioprofessionnelle, leur lieu de résidence, leur composition, leurs vulnérabilités.

En valorisant les parents dans leur rôle, le soutien à la parentalité contribue à prévenir et accompagner les risques pouvant peser sur les relations intrafamiliales (ruptures familiales, relations conflictuelles parents/ados, etc.).

Les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité sont des actions mises en œuvre avec et pour les parents sur un territoire. Elles visent à mettre à leur disposition un ensemble de ressources, d'informations et de services pour les accompagner dans l'éducation de leurs enfants, aux moments clés de leur vie familiale, si et quand ils en ressentent le besoin.

Les porteurs des actions parentalité soutenues par les Caf et leurs partenaires doivent répondre aux principes énoncés dans :

- La charte nationale du soutien à la parentalité
- La charte de la laïcité de la branche Famille et de ses partenaires.
- La charte du REAAP.

Pour pouvoir bénéficier d'un financement par la branche Famille au titre des actions parentalité les projets doivent répondre aux différents critères définis par le référentiel national Caf du fonds national de soutien à la parentalité volet 1.

Les aides accordées permettent de financer des actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité, mises en œuvre **dans le cadre des réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap)**.

La Caf de la Loire dispose du Fonds national parentalité pour accompagner le développement et la structuration de la politique de soutien à la parentalité sur son territoire, en lien avec les partenaires du Schéma Départemental des Services aux Familles et les Conventions Territoriales Globales.

Il est demandé aux porteurs de projets de participer à la dynamique du réseau d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap) afin de contribuer à la mise en œuvre d'une coordination locale des actions parentalité, au renforcement des synergies entre acteurs, à l'évaluation des actions réalisées et à la capitalisation des savoir-faire sur les territoires.

Prérequis et critères d'éligibilité aux financements versés par les Caf

La mise en place de partenariats avec d'autres acteurs ou réseaux d'acteurs en contact avec des parents et leurs enfants doit également être recherchée et notamment avec : les réseaux périnatalité, les Pmi, les acteurs du champ médico-social et sanitaire (ex/ maternités, maisons des adolescents, protection judiciaire de la jeunesse, etc.) et de la protection de l'enfance; les établissements d'accueil du jeune enfant, les accueils de loisirs sans hébergement, les établissements scolaires, les associations de parents d'élèves etc.

1 - Qui peut solliciter le Fonds national parentalité volet 1

Les acteurs suivants, s'ils sont porteurs d'une action d'accompagnement et de soutien à la parentalité mise en œuvre dans le cadre des Reaap, sont éligibles à un financement par la Caf dans le cadre du fonds national parentalité :

- Les associations issues de la loi de 1901
- Les associations reconnues d'utilité publique à caractère social ou sanitaire
- Les établissements du secteur public et/ou privé à caractère social ou médico-social sanitaire ou d'enseignement
- Les collectivités territoriales (communes, Epci)
- Les acteurs du secteur privé lucratif, sous réserve qu'ils mettent en place une gestion désintéressée
- Les parents eux-mêmes sous couvert d'un service ou structure porteuse permettant le versement de la subvention de la Caf.

Précisions concernant les structures qui bénéficient de Prestation de Service de la Caf

Les structures qui bénéficient d'une Prestation de service de la Caf portent déjà dans leur projet de service un axe d'accompagnement des parents (accueil, écoute et information des parents).

Sont notamment concernés par cette disposition :

- Les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje)
- Les relais d'assistants maternels (Ram)
- Les lieux d'accueil enfants parents (Laep)
- Les accueils de loisirs sans hébergement (Alsh)
- Les comités locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas)
- Les structures d'animation de la vie sociale
- Les services de médiation familiale
- Les espaces de rencontre.

Aussi, les **projets proposés par ces structures à la Caf pour un soutien du Fonds national parentalité** devront :

- Être distincts de l'activité usuelle de ces structures
- Émaner de besoins exprimés par les parents
- Être élaboré en concertation et complémentarité avec d'autres acteurs
- Et être accessible à l'ensemble des familles du territoire.

Seules les dépenses supplémentaires générées par l'action et liées au coût logistique (location de matériel ou d'outils spécifiques) et/ ou intervention d'un expert (coût d'un intervenant extérieur) seront prises en compte dans le cadre du Fonds national parentalité.

Les dépenses de personnel des agents des services bénéficiaires des prestations de service Caf (charges salariales des agents titulaires incluant leurs éventuelles heures supplémentaires, et charge salariale des professionnels remplaçants, le cas échéant) ne seront pas valorisées.

2 - Critères d'éligibilité des projets déposés

➤ Référentiel national :

❖ Volet « accessibilité et participation des parents » :

- Proposer les actions là où se trouvent les parents : dans les établissements et lieux que fréquentent leurs enfants (la crèche, l'école, les accueils de loisirs, les conservatoires, bibliothèques, associations sportives où les parents accompagnent leurs enfants, etc.). Les actions en entreprise et sur les réseaux sociaux sont également à rechercher.
- Rechercher la participation des parents dans toutes ses formes, sans pour autant l'imposer ou en faire un préalable d'actions.
- Être accessible à l'ensemble des parents avec une attention particulière portée à la participation des parents d'enfant en situation de handicap.
- Proposer une gratuité ou une participation symbolique des parents aux actions.
- Mettre en place des modalités de fonctionnement adaptées (amplitude horaire, localisation des actions) et développer des actions visant à « aller vers » les familles ne fréquentant pas les structures et dispositifs de soutien à la parentalité sur les territoires.

❖ Volet « nature des actions » :

- S'adresser à de futurs parents et aux parents d'enfants jusqu'à 18 ans en leur proposant une palette d'actions diversifiées afin de répondre à leurs différents besoins.
- S'inscrire dans un cadre d'interventions collectives tout en offrant la possibilité aux parents qui en exprimeraient le besoin de pouvoir bénéficier de temps d'accompagnement en individuel à l'intérieur de ces actions.
- Favoriser les innovations et proposer aux parents des formats d'intervention renouvelés (par le biais notamment des outils numériques).

❖ **Volet « diagnostic, évaluation » :**

- Être construites en réponse à un besoin identifié dans le cadre d'un diagnostic partagé sur le territoire et en lien avec les orientations du Sdsf.
- Faire l'objet d'indicateurs de suivi et d'évaluation de l'action.

❖ **Le principe du co-financement** est une règle afin d'inscrire les projets dans une dynamique partenariale.

- ❖ Dans tous les cas, le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut pas excéder 80 % du coût total annuel du projet.

➤ **Dans la Loire**, des critères sont définis en lien avec les partenaires financeurs :

- ❖ Les actions proposées doivent se dérouler sur le territoire du Département, et répondre aux critères du référentiel national.
- ❖ Les porteurs des projets doivent s'engager à participer au Reaap et contribuer à sa dynamique.

Une attention particulière ou priorité sera donnée lorsque :

- ❖ Le projet se déroule sur des territoires prioritaires identifiés dans le Schéma départemental des services aux familles.
- ❖ Les actions sont innovantes pour le territoire concerné et/ou correspondent à l'actualité d'un territoire (préoccupation émergente des parents),

En fonction du nombre de dossiers déposés et du budget alloué, l'idée est de privilégier une couverture de l'ensemble du territoire ligérien.

Concernant les structures d'animation de la vie sociale :

Une priorité sera donnée aux **actions partenariales, expérimentales, ou « hors les murs », qui font appel à des ressources extérieures et apportent une réelle plus-value au projet famille et au soutien à la fonction parentale.**

Les structures concernées doivent être intégrées à la dynamique du Reaap et les actions se veulent complémentaires aux temps d'animation territoriale et départementale organisées dans le cadre de ce réseau.

3 - Catégories des actions susceptibles d'être financées

A titre d'exemple :

- ❖ Les groupes d'échanges et d'entraide entre parents.

- ❖ Les activités et ateliers partagés « parents-enfants ».
- ❖ Les démarches visant à aider les parents à acquérir et construire des savoirs autour de la parentalité.
- ❖ Les conférences ou cinés-débat.
- ❖ Les manifestations de type « événementiels autour de la parentalité »

Une attention particulière est portée à trois champs prioritaires identifiés à savoir :

- l'accompagnement des parents au moment de la naissance et jusqu'aux trois ans de l'enfant ;
- le soutien aux parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents ;
- l'accompagnement et la prévention des ruptures familiales.

4- Les actions non-éligibles

Le référentiel national précise que les actions suivantes **ne peuvent pas être financées par les Caf dans le cadre du volet « Actions » du Fnp** :

- ❖ Les actions à visée exclusivement individuelle et thérapeutique, ou de bien-être à l'attention des parents (*ex/ consultations psychologue, actions de guidance familiale et parentale, coaching parental, séances de sophrologie etc*).
- ❖ Les actions à finalité uniquement sportive, culturelle, occupationnelle et de loisirs.
- ❖ Les actions d'aide aux départs en vacances ou en week-end des familles.
- ❖ Les actions qui relèvent d'une prise en charge spécialisée au titre de la protection de l'enfance, de la prévention de la délinquance ou de la prévention spécialisée.
- ❖ Les actions conduites par des prestataires privés de profession libérale (psychologue, consultant parentalité...).
- ❖ Les actions de formation destinées à des professionnels.
- ❖ Les actions d'animation et de mise en réseau des acteurs du soutien à la parentalité (*ex/organisation de journées professionnelles départementales*).

Les demandes de financement :

[Les demandes sont à déposer jusqu'au vendredi 8 mars 2024.](#)

Une seule période de dépôt des demandes.

Le dépôt des dossiers se fera exclusivement via la plateforme ELAN

<https://elan.caf.fr>

Attention cette année il est demandé de joindre les devis des intervenants, aux demandes de financement.

Les demandes de financement ne pourront concerner que des actions qui se dérouleront en 2024.

Les demandes seront instruites dans la limite des fonds alloués par la CNAF.

Les notifications seront adressées début du 2^{iem} semestre 2024.

Bilan – Evaluation

Un questionnaire d'évaluation est à compléter via la plateforme ELAN.

Les structures ayant eu un financement FNP 2023 doivent déposer le bilan des actions 2023 au plus tard le 8 mars 2024.

Les demandes de financements 2024 ayant bénéficiées de financement en 2023, ne pourront être étudiées que si le bilan des actions 2023 a été complété.

Le questionnaire d'évaluation des actions 2024 devra être accompagné des factures des intervenants via la plateforme ELAN